



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 104 / 24 MARS 88

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL DU NICARAGUA ET LA RESISTANCE NICARAGUAYENNE . TEXTE INTEGRAL

DIALOGUE NATIONAL: ACCORD PRELIMINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET HUIT PARTIS ET GROUPEMENTS D'OPPOSITION. Le dialogue national a repris le 21 mars avec 8 des 15 formations politiques d'opposition, et débouché sur des accords. Ceux-ci portent notamment sur une séparation stricte de la concertation militaire et politique, sur un appel à la modération des mots et des actes. De son côté, le gouvernement s'est engagé à libérer les personnes récemment arrêtées et à instituer le dialogue avec tous les secteurs.

CONTRE-REVOLUTION: QUI ETAIENT-ILS ? DES BETES ! QUE VOULAIENT-ILS? LE SANG DU PEUPLE ! Un bref retour sur le passé des représentants de la Contra a Sapoa nous rappelle, s'il en était besoin, qui sont ceux qui parlent de "résistance" et de "démocratie", de quel sang leurs mains sont tâchées et quelles corruptions les a enrichis.

ENVOI DE TROUPES AMERICAINES AU HONDURAS: UNE FAÇON DE FAIRE PARVENIR... La décision de R. Reagan d'envoyer des soldats au Honduras est à usage multiple. Mais un des objectifs principaux en est, selon les déclarations de sources proches des forces armées honduriennes, d'apporter de façon détournée une aide matérielle à la Contra.

ETAT D'ALERTE AU NICARAGUA . Début du scénario: 16 mars, Washington annonce l'envoi de 3'200 marines au Honduras. 17 mars: deux bombardiers honduriens attaquent le territoire nicaraguayen. 19 mars: nouveaux bombardements et déplacement des troupes américaines et honduriennes près de la frontière. Fin du scénario, 21 mars: un porte-parole des forces armées honduriennes déclare : "Apparemment l'armée sandiniste a mis fin à l'occupation militaire de notre territoire". Coup de théâtre, coup monté, au Nicaragua, on a craint le pire.

CE QUE LA GRANDE PRESSE N'A PAS DIT. C'est au milieu d'une chaîne de plus de 100'000 personnes que Humberto Ortega et la délégation du gouvernement nicaraguayen se sont rendus, le lundi 23 mars, à Sapoa. Une page de l'histoire est aujourd'hui tournée. Mais si le peuple de Sandino sait garder la tête froide, il n'oublie pas ses blessures.

SAPOA: UNE GRANDE CHANCE POUR LA PAIX

Une analyse à chaud du contenu des accords signés le 23 mars.

EL SALVADOR: LE VOTE SILENCIEUX DU PEUPLE . Les élections municipales et législatives qui se sont déroulées le dimanche 20 mars au Salvador ont donné gagnante l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) contre l'unique autre parti en liste, le parti démocrate-chrétien de N. Duarte. Cette polarisation de la droite explique les résultats: 40 % d'abstentions et 33 % de bulletins nuls.

40P 71481

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL DU NICARAGUA ET LA RESISTANCE NICARAGUAYENNE .

TEXTE INTEGRAL

Le gouvernement constitutionnel de la République du Nicaragua et la Résistance nicaraguayenne, réunis à Sapoa, Nicaragua, les 21, 22 et 23 mars 1988, afin de contribuer à la réconciliation nationale et dans le cadre des accords d'Esquipulas II, en la présence des témoins, son éminence le cardinal Obando y Bravo, président de la Conférence épiscopale, et de son Excellence l'ambassadeur Joao Clemente Baena Soares, secrétaire général de l'organisation des Etats américains, OEA, sont arrivés à l'accord suivant:

1) Cesser les opérations militaires offensives sur tout le territoire national pour une période de 60 jours à partir du premier avril de l'année en cours, pendant laquelle sera mené à bien un processus de négociation intégral pour le cessez-le-feu définitif, dont l'exécution effective se réalisera conjointement aux autres engagements prévus dans Esquipulas II, pour mettre fin à la guerre.

Les deux parties conviennent de se réunir au plus haut niveau à Managua, le 6 avril prochain, pour continuer les négociations sur le cessez-le-feu définitif.

2) Pendant les 15 premiers jours, les forces de la résistance se placeront dans des zones dont la localisation, la superficie et le modus opérandi seront décidés d'un commun accord, par le biais de commissions spéciales, lors d'une réunion à Sapoa qui commencera le lundi 28 mars.

3) Le gouvernement du Nicaragua décrètera une amnistie générale des personnes jugées et condamnées pour violations de la loi de maintien de l'ordre et de sécurité publique, ainsi que des membres de l'armée du régime antérieur, pour des délits commis avant le 19 juillet 1979.

Dans le cas des premiers, l'amnistie sera graduelle. Prenant en compte les sentiments religieux du peuple nicaraguayen, à l'occasion de la semaine sainte, le dimanche des rameaux, on commencera à mettre en liberté les cent premiers prisonniers.

Ultérieurement, au moment où l'on aura vérifié l'entrée des forces de la résistance dans les zones décidées d'un commun accord, seront libérés 50 % des prisonniers. Les 50 % restants seront mis en liberté à une date ultérieure, à la signature du cessez-le-feu définitif qui sera décidée lors de la réunion du 6 avril à Managua.

Dans le cas des prisonniers dont il est question dans la partie finale du premier paragraphe de ce point, leur mise en liberté commencera à partir de la signature du cessez-le-feu définitif, avec l'avis préalable de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de

l'OEA. Le secrétaire général de l'organisation des Etats américains, OEA, sera garant et dépositaire de l'accomplissement de cette amnistie.

4) Afin de garantir les aliments et l'approvisionnement de base pour les forces irrégulières, sera demandée et acceptée exclusivement l'aide humanitaire conformément au point 5 des accords d'Esquipulas II, aide qui sera canalisée à travers des organisations neutres.

5) Le gouvernement du Nicaragua garantira la liberté d'expression sans restriction, comme prévu dans les accords d'Esquipulas II.

6) Une fois que seront concentrées, dans les zones décidées d'un commun accord, les forces de la Résistance, seront envoyés au dialogue national autant de délégués qu'elle a d'organisations politiques dans son sein, jusqu'à un maximum de huit. Dans le dialogue national, sera abordé, entre autres, le thème du service militaire.

7) Il est garanti que tous ceux qui, pour des motifs politiques ou autres, sont sortis du pays, pourront revenir au Nicaragua et s'intégrer aux processus politiques, économiques et sociaux, sans aucune condition autre que celles prévues par les lois de la République. Ils ne seront ni jugés, ni sanctionnés, ni poursuivis pour les activités politico-militaires qu'ils auraient pu avoir.

8) Le gouvernement du Nicaragua confirme que les personnes qui se seront réintégrées à la vie pacifique pourront participer, à égalité de conditions et de garanties, à l'élection du parlement centraméricain, aux élections municipales aux dates qui seront établies, ainsi qu'aux élections nationales générales, aux dates que la constitution politique prévoit.

9) Pour vérifier l'exécution de cet accord, sera formée une commission de vérification, constituée par le président de la conférence épiscopale, son Eminence le cardinal Obando y Bravo, et le secrétaire générale de l'OEA, son Excellence l'ambassadeur Joao Baena Soares.

L'assistance technique et les services nécessaires à cette commission, qui permettront et régleront l'accomplissement, le suivi et la vérification de cet accord, seront sollicités et confiés au secrétaire général de l'OEA.

Provisoirement :

Les deux parties conviennent de prolonger jusqu'au premier avril de l'année en cours l'arrêt des opérations militaires offensives, qu'elles ont décidé le 21 mars dernier.

En foi de quoi, les sous-signés souscrivons le présent accord en quatre exemplaires de même contenu, à Sapoa, Nicaragua, le 23 mars 1988.

Pour le gouvernement du Nicaragua:
le chef des forces armées, Humberto Ortega Saavedra,
ministre de la défense.

Hans Jurgen Wischnewski, assesseur.

Paul Reichler, assesseur.

Pour la Résistance nicaraguayenne:
Dr. Adolfo Calero Portocarrero, dirigeant
Ing. Alfredo Cesar Aguirre, dirigeant
Dr. Aristides Sanchez Herdocia, dirigeant.

Pour la commission du cessez-le-feu de la Résistance
nicaraguayenne:

lic. Jaime Morales Carazo, chef des négociations

Ing. Roberto Urroz Castillo

Dr. Fernando Agüero Rocha

Walter Calderon Lopez, commandant "Toño",

Diogenes Hernandez Membreño, commandant
"Fernando",

Arturo Salazar Barbarena, commandant "Omar",

Osorno Coleman, commandant "Blas",

Amiral Ramon Emilio Jimenez, assesseur.

Témoins:

Cardinal Obando y Bravo,

Ambassadeur Joao Clemente Baena Soares.

DIALOGUE NATIONAL: ACCORD PRELIMINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET HUIT PARTIS ET GROUPEMENTS D'OPPOSITION.

Managua (ANN). Dans le cadre des accords d'Esquipulas II, le gouvernement du Nicaragua a ouvert le 5 octobre 1987 le dialogue national. Au fil des semaines, le nombre des participants d'opposition est passé de 12 à 14, puis à 15, résultat de querelles intestines et de divisions de certains partis en petites fractions, chacune demandant à être représentée.

Le dialogue a été rompu en décembre sur l'initiative de 14 partis et groupements qui réclamaient des réformes de la constitution, cherchant ainsi à donner à ce forum des pouvoirs qu'il n'a pas à avoir.

Le gouvernement, déplorant cette suspension, a appelé plusieurs fois le bloc des 14 à renouer le dialogue.

Le 21 mars, huit partis sont revenus sur leur position et ont assisté à la réunion qui a débouché sur l'accord, dont nous reproduisons le texte, ci-dessous.

Le 23 mars se sont réintégrés les 7 autres partis, un seul, le parti social-démocrate, avec bonne intention, puisqu'il a paraphé le texte des accords du 21 mars, les autres mûs par une volonté de continuer à saboter le dialogue. A ce

titre, la Coordinadora CDN exige la participation de ses 14 groupements professionnels et patronaux.

TEXTE DES ACCORDS

Le président de la République du Nicaragua et les dirigeants des partis et groupements politiques d'opposition participant au dialogue national, réunis le 21 mars 1988 au centre des conventions "Cesar Augusto Silva" à Managua, dans l'intérêt national en ces moments difficiles que traverse le Nicaragua, se sont mis d'accord sur les points suivants:

1) Conformément aux accords d'Esquipulas II, les questions de politique intérieure devront être traitées exclusivement entre le gouvernement de la République du Nicaragua et les partis et groupements politiques d'opposition, dans le cadre du dialogue national. Les questions relatives à la concertation du cessez-le-feu devront être traitées entre le gouvernement de la République du Nicaragua et les groupes rebelles en armes.

2) Poursuivre, sans condition préalable, le mercredi 23 mars le dialogue national renoué aujourd'hui, en appelant à la modération de la part de tous les participants. Le gouvernement de la République du Nicaragua convoquera les participants, comme il est de rigueur, et la session sera consacrée à la proposition d'ordre du jour du 21 mars.

3) Lancer un appel aux militants, membres et sympathisants de tous les partis et groupes politiques du Nicaragua, afin qu'ils renoncent à l'usage de la violence dans leurs manifestations, réunions ou meetings.

4) Exhorter tous les médias nationaux à promouvoir le respect de la dignité et de l'honneur des personnes, à modérer le langage utilisé et à faire preuve de plus d'objectivité dans l'information.

5) Le gouvernement de la République du Nicaragua examinera tous les cas des personnes arrêtées appartenant à des partis et groupements politiques présents dans le dialogue national et qui n'auront pas été impliquées de manière grave dans des activités contre la sécurité et l'ordre public.

6) De même, le gouvernement de la République du Nicaragua s'engage à libérer les personnes qui ont été arrêtées pendant les récents conflits du travail.

7) Le gouvernement de la République du Nicaragua confirme sa politique de maintenir ouverts les canaux de communication avec tous les secteurs économiques du pays: syndicats, chefs d'entreprise et producteurs, dans la recherche d'une solution aux problèmes respectifs qui se présentent en se concertant pour aboutir à des accords qui contribuent à fortifier l'économie nationale.

8) Donner son soutien pour qu'à la réunion de Sapoá, prévue les 21, 22 et 23 mars, se déroule une véritable concertation du cessez-le-feu, qui aide à mettre fin à la guerre et qui vienne conforter les efforts de paix.

9) Demander instamment aux gouvernements régionaux et extrarégionaux qu'ils contribuent au processus de paix en Amérique centrale.

10) Le gouvernement de la République du Nicaragua s'engage à résoudre les problèmes de l'emploi qui se posent actuellement, dans des commissions mixtes composées par des représentants du gouvernement, des centrales syndicales et des employeurs, le cas échéant.

11) Nommer une commission de vérification et suivi qui veillera à l'accomplissement de ces accords. La commission comprendra six membres, trois de la part du gouvernement de la République et trois de la part des partis et groupements politiques d'opposition. Elle sera tenue à présenter un rapport aux participants du dialogue national.

Signé par:

Daniel Ortega, président de la République.

Hernaldo Zuniga Montenegro, parti conservateur démocratique.

Luis Humberto Guzman, parti populaire social-chrétien.

Eli Altamirano Perez, parti communiste du Nicaragua.

Gustavo Tablada Zelaya, parti socialiste nicaraguayen.

Feliberto Sarria Padilla, parti social-chrétien.

Alejandro Perez Arevalo, parti unioniste centraméricain.

Eduardo Coronado Perez, parti libéral indépendant (d'unité et de démocratisation).

Isidro Tellez Toruno, mouvement d'action populaire marxiste-léniniste.

CONTRE-REVOLUTION: QUI ETAIENT-ILS ? DES BETES ! QUE VOULAIENT-ILS? LE SANG DU PEUPLE !

(consigne que criait la garde pendant les combats en 1979 :

"*Quienes somos?*" demandait le chef, "*Las bestias*" répondait l'écho. "*Que queremos?*" "*La sangre del pueblo*").

par Arqueles Morales

Managua, (ANN). La contre-révolution est représentée à Sapoá par un groupe de dirigeants qui, dans le passé, ont été liés au somozisme et alliés du dictateur et sont connus comme politiciens des partis traditionnels proches des intérêts américains au Nicaragua avant le triomphe de la révolution.

Le principal dirigeant, *Adolfo Calero*, est le cousin de l'épouse du dictateur Somoza Debayle. Il était le représentant du capital nicaraguayen sous la dictature, occupant des responsabilités à la Chambre d'industrie, à la Fondation pour le développement et à la Chambre de commerce. Au moment de la révolution, il était le gérant de la Coca-Cola (ce qui lui vaut actuellement à Managua le surnom de Coca-Colero) et secrétaire du parti conservateur démocrate. En 1982, il a abandonné le pays quand on a découvert qu'il était membre de la CIA et conspirait contre la révolution.

Alfredo Cesar est un ancien fonctionnaire du gouvernement sandiniste. Il a une histoire relativement récente dans les files de la FDN (appelée maintenant la "Résistance nicaraguayenne"), en effet, en 1982, il a rejoint Eden Pastora, et ce n'est qu'après l'échec retentissant de ce dernier qu'il s'est intégré à la FDN, à la direction de laquelle il a accédé très rapidement.

Aristides Sanchez, Jaime Morales, Frank Arana et Roberto Urroz représentent, eux, les intérêts de groupes patronaux pro-américains au Nicaragua. A. Sanchez se signale pour être l'homme de confiance de Enrique Bermudez, ex-colonel de la garde somoziste. Il est également secrétaire général de la FDN.

Avant 1979, il était membre de plusieurs associations de la bourgeoisie ainsi que du parti libéral national (parti de Somoza). Il a rejoint la Contra en 1984. J. Morales tout comme F. Arana et R. Urroz profitent largement des activités économiques et financières que génèrent les millions de l'aide des Etats-Unis. J. Morales a été lié aux groupes financiers de "investissements pour le développement" (organisme grâce auquel l'oligarchie financière s'est remplie les poches sous la dictature).

On trouve également dans la délégation contra à Sapoa certains membres de la garde nationale de Somoza. *Walter Calderon* ("Toño") était lieutenant en 1979 et appartenait à l'école d'entraînement de base de l'infanterie, la sinistre EEBI. Dans cette inhumaine école d'officiers de la garde, l'exercice se faisait aux cris de "Vive la garde, à bas le peuple". Ses membres étaient les plus redoutés. W. Calderon a participé aux opérations répressives de 1976/1977, qui se sont soldées par des massacres de paysans. Dans la contre-révolution, c'est lui qui a dirigé le massacre de San José de las Mulas, trois jours avant l'arrivée du pape à Managua en 1983, contre un campement de la jeunesse sandiniste. W. Calderon, Diogenes Membreno Hernandez ("Fernando") et Arturo Salazar Barberena ("Omar") représentent les intérêts de l'ex-garde nationale, puisqu'ils en faisaient partie.

Fernando Aguero et Azucena Ferrey symbolisent la tradition de la trahison au profit des Etats-Unis. F. Aguero est célèbre à Managua pour avoir trahi le peuple. Alors qu'il était dirigeant du parti conservateur, il avait entraîné des milliers de Nicaraguayens dans une action contre Somoza, promettant des armes. Mais les armes n'étaient jamais arrivées, et la manifestation s'était terminée par un massacre. Quelques temps après, il avait signé le pacte "Kupia-kumi" avec Somoza. En 1985, il s'est intégré, au Costa Rica, à la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, dite aussi coordination Sacasa), en tant que représentant du parti conservateur. Il a fait partie, dès sa formation en 1987, de la commission du cessez-le-feu de la Contra. Azucena Ferrey, la seule femme de la direction antisandiniste, est restée jusqu'à il y a peu dirigeante de la CDN comme représentante de l'aile la plus réactionnaire et conservatrice du parti social-chrétien.

Comme on peut le voir, les antécédents de chacun des membres de la délégation contra sont suffisants pour que l'on puisse apprécier la qualité du "patriotisme" qu'ils manifestent.

ENVOI DES TROUPES AMERICAINES AU HONDURAS: UNE FAÇON DE FAIRE PARVENIR UNE AIDE ILLEGALE A LA CONTRA

par Marcio Vargas.

Mexique (ANN). Des informateurs appartenant aux services de renseignements honduriens liés aux forces armées ont révélé à l'ANN que la 82ème division aéroportée a livré une aide illégale aux Contras.

Nos sources ont déclaré que les 3'200 soldats américains envoyés au Honduras par R. Reagan vont laisser une partie de leur équipement sur la base américaine de Palmerola, au sud du Honduras, pour qu'il soit ensuite transporté vers les bases contras. On a pu compter, au

moins, 3'000 sacs à dos remplis de matériel - vêtements militaires, lanterne, boussole, tente de campagne, vivres, médicaments, etc... Sans oublier une dose de marijuana - ainsi que des munitions, des lance-grenades et des fusils M-16 du modèle le plus récent. Nos informateurs, qui, pour des raisons évidentes, ont préféré garder l'anonymat, ont précisé que, grâce à cette aide, les contras peuvent survivre pendant un mois, du moment qu'ils arrivent à éviter le combat avec l'armée sandiniste et restent sur leurs bases honduriennes.

Ces informations n'ont été démenties ni par l'armée hondurienne ni par les porte-paroles de la contre-révolution et apportent un éclairage nouveau, peut-être même une explication partielle, à l'envoi subit de troupes américaines, qui a rencontré l'opposition ouverte de la majorité des gouvernements latino-américains et d'une bonne partie de la population des Etats-Unis. "Washington n'a peut être jamais pensé à un affrontement direct avec les Sandinistes... Ses objectifs étaient autres, moins audacieux et moins clairs", ont affirmé nos interlocuteurs. "Le but principal était d'empêcher la défaite totale des contras, qui paraissait imminente face à la vigoureuse offensive de l'armée sandiniste dans la région de Bocay (au nord du Nicaragua). Il s'agissait également de boycotter la possibilité d'un cessez-le-feu négocié à l'occasion des conversations de Sapoa enfin, le troisième objectif était de voir s'il était possible de livrer une aide en matériel à la Contra et la Maison Blanche y est parvenue".

En effet, la 82ème division aéroportée est une force "de confiance" qui appartient à ce que l'on appelle les "groupes d'action rapide", dont l'équipement militaire est qualifié de "jetable" sur le plan de la comptabilité et du budget. Si bien que les fusils comme les sacs à dos avec leur contenu peuvent être abandonnés sur le terrain sans que personne, ni même le Congrès, ne puisse rien dire. Une force d'action est considérée "en combat" dès que le président des Etats-Unis l'envoie réaliser un "exercice de déploiement d'urgence" n'importe où dans le monde. Dès lors, son équipement et ses armes sont "jetables". "Cela a permis que tout ce matériel reste en possession de la Contra, bien qu'une petite partie ait été offerte à certains officiers honduriens qui ont exigé une récompense en échange de leur silence" nous a-t-on expliqué.

C'est pourquoi, selon nos informateurs, il s'est produit tant de contradictions et d'incohérences entre le gouvernement du Honduras et les porte-paroles de la Maison Blanche après la soi-disant invasion du Honduras par les Sandinistes, invasion qui n'a pas été prouvée.

C'est la Maison Blanche qui la première a parlé d'invasion, le 16 mars, mais dans les douze heures qui ont suivi, les Honduriens se sont montrés déconcertés, car "tout simplement personne ne leur avait rien dit et on ne les avait pas pris en compte". C'est ce qui explique pourquoi, alors qu'à Washington on avait annoncé officiellement l'envoi des troupes, le président Azcona lui-même

a assuré au président Ortega: "Je ne sais rien de cela et nous n'avons demandé aucune sorte d'aide aux Etats-Unis". Le soir du même jour, l'ambassadeur américain au Honduras, Everett Briggs, a rendu visite à J. Azcona afin de faire pression pour qu'il demande l'aide. Certains présidents centraméricains ne résistent pas d'habitude à ce genre de "message". Azcona n'a pas pu faire autrement que de solliciter la venue des soldats "pour résister à l'agression communiste". Il a cru alors que les Etats-Unis s'étaient décidés à envahir le Nicaragua et à cause de cette analyse - que partageait un autre président de la région qui a déclaré: "Je sais que les Sandinistes ont envahi le Honduras" - il a commis de nouvelles et plus graves erreurs qui ont dévoilé davantage les tentatives déjà évidentes des Etats-Unis.

C'est ainsi que le président hondurien a décidé de forcer le ton: non seulement il a envoyé les F-5, récemment livrés par les Etats-Unis, pour tirer sur les positions sandinistes en territoire nicaraguayen, mais en plus il s'est vanté publiquement que les célèbres hélicoptères Chinook de l'armée américaine allaient se charger de transporter les troupes honduriennes dans la "zone du conflit".

Comme les bombardements des F-5 avaient été effectués sur le territoire nicaraguayen (et malheureusement en présence de journalistes étrangers) et bien que J. Azcona ait affirmé qu'ils s'étaient produits "en territoire frontalier", on a pensé que très probablement les Chinooks allaient entrer au Nicaragua pour transporter les effectifs honduriens dans la "zone du conflit".

Cependant, selon ce qu'a révélé un haut fonctionnaire américain, les militaires étatsuniens ont dû expliquer clairement à J. Azcona que les soldats des Etats-Unis n'étaient pas venus pour "pénétrer dans la zone de combat", mais pour fournir à Tegucigalpa "un appui symbolique". Peut-être le chef de l'Etat hondurien s'est-il senti utilisé quand l'ambassadeur Briggs lui précisa de plus "qu'aucun de ses gars n'irait risquer sa vie sur la frontière avec le Nicaragua".

"A ce moment-là, peut-être qu'Azcona a compris le véritable but de la manœuvre des Etats-Unis, ont expliqué nos informateurs.

En réalité, c'était une situation trop complexe pour qu'Azcona, ou quelque autre président centraméricain "allié", puisse en saisir la véritable dimension... Les Américains avaient un autre objectif précis: mesurer le temps et la qualité des réactions sur le plan international et interne, face à un mouvement d'agression directe contre le Nicaragua.

S'il est vrai qu'ils ont pu l'évaluer, cela a permis aussi à l'opinion internationale d'apprécier le degré de soumission des gouvernements de la région au moment où se précise la position de la Maison Blanche". Nos interlocuteurs ont conclu: "On peut le déplorer, mais il paraît

désormais difficile de garder le moindre doute sur le triste rôle que joue le Honduras... et un autre pays de l'isthme que l'on ne nommera point, qui appuie la politique de Washington contre les Nicaraguayens.

ETAT D'ALERTE AU NICARAGUA ...

par Arqueles Morales.

Managua (ANN) Le 17 mars, 3'200 soldats étatsuniens de la 82ème brigade aéroportée ont posé pied sur le territoire hondurien, à la soi-disant demande du président du Honduras, José Azcona. Mission à accomplir: repousser de son pays une invasion de l'armée populaire sandiniste (EPS). Le Nicaragua a démenti cette information. La situation est plus que tendue.

Tout commence le 6 mars quand l'EPS lance une grande offensive militaire qui va durer dix jours. Son but est de déloger et d'exterminer les forces mercenaires installées sur les rives du Rio Coco, côte nicaraguayen. Les résultats ont été le démantèlement de plusieurs campements et d'une base militaire en cours de construction, et des pertes de l'ordre de 400 hommes. Le nombre des victimes de l'EPS s'élève à 102.

Le 16 mars, à 10h du matin, la Maison Blanche annonce qu'elle est "en train d'étudier toutes les options, y compris militaires", afin de défendre le Honduras d'une prétendue invasion par le Nicaragua. Le porte-parole, Marlin Fitzwater, donne cette information aux journalistes réunis dans une conférence de presse ordinaire.

A 15h, la chaîne américaine CBS annonce l'envoi de troupes américaines au Honduras. La Maison Blanche dément. Mais à 20h, le porte-parole donne lecture d'un communiqué sur l'envoi d'environ 3'000 soldats appartenant à la 82ème brigade aéroportée d'infanterie (qui est celle qui a été impliquée dans l'invasion de la Grenade en 1983) et la septième division. Il affirme que la décision a été prise par le président des Etats-Unis à la suite "d'une incursion des forces armées nicaraguayennes au-delà de la frontière" et en réponse à une requête du gouvernement hondurien.

Entre-temps, le président Ortega s'est adressé à la nation sur toutes les ondes du pays, alertant le peuple nicaraguayen et la communauté internationale sur la menace d'une intervention directe des troupes américaines et sur la gravité de la situation. Le chef de l'Etat brosse un tableau des événements militaires qui se sont produits sur la frange frontalière avec le Honduras.

Il précise qu'entre 2'000 et 3'000 contre-révolutionnaires ont été délogés de la zone de San Andres de Bocay, qu'ils occupaient sur 140 km², et expulsés vers le pays voisin. Il explique également que l'opération militaire a commencé le 6 mars et qu'elle se fait en hommage aux femmes nicaraguayennes dans le cadre de la journée internationale de la femme du 8 mars, date à laquelle les combats se sont intensifiés, notamment à la confluence du Rio Bocay et du Rio Amaka où les mercenaires s'étaient installés, de même que dans la zone en remontant vers la confluence du Rio Bocay et du Rio Coco. Après de durs combats, les troupes sandinistes les ont fait battre en retraite vers le territoire hondurien, où ils ont également plusieurs campements. Dans son message, le président Ortega explique que les mercenaires ont alors réouvert le feu depuis leurs positions au Honduras en direction du Nicaragua et que les troupes sandinistes se sont vu dans l'obligation de riposter, ce qui a occasionné un feu croisé.

Dans des conversations téléphoniques qu'il a eues avec le président Ortega, le président Azcona a prétendu jusque dans la soirée du 16 qu' "il avait uniquement sollicité l'aide des Etats-Unis pour hélicopter des troupes de son pays vers le secteur frontalier".

Ce même mercredi 16 à minuit, le président Azcona dénie virtuellement ses affirmations antérieures dans une missive adressée au président Reagan, l'informant que "les troupes nicaraguayennes ont franchi la ligne frontalière qui sépare le Honduras du Nicaragua, et des bataillons d'artillerie, appuyés par des avions de combat, ont attaqué des positions situées dans le département de Olancho".

Sa lettre dit textuellement: "En accord avec l'article 51 de la Charte des Nations Unies, avec les clauses 3, 8 et 9 du traité interaméricain d'assistance mutuelle, en vertu des relations spéciales de sécurité existant entre nos deux Etats et des dispositions des accords d'assistance militaire souscrits le 2 mai 1954, je me vois dans l'obligation de demander à votre illustre gouvernement une assistance effective et immédiate, afin de sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale de mon pays".

De son côté, le président Ortega, qui depuis la veille insiste auprès du gouvernement de Tegucigalpa pour qu'il vérifie in situ la situation frontalière, sollicite dans un nouveau message à la communauté internationale la participation des Nations Unies dans la recherche d'une solution au conflit. S'adressant au peuple nicaraguayen, il appelle les travailleurs, les jeunes et les soldats à défendre la souveraineté nationale.

Le 17 mars, deux bombardiers de type F-5 (rappelons que les Etats-Unis ont commencé à livrer en décembre 87 au Honduras les premiers F-5 d'une série de 12) attaquent le territoire nicaraguayen sur la rive sud du Rio Coco. A ce moment précis, des officiers de l'EPS sont en train de donner une conférence de presse sur le terrain à

une quarantaine de journalistes nicaraguayens et étrangers. Contrairement à la version des témoins, le porte-parole de l'armée hondurienne, le lieutenant Manuel Suarez Benavides affirme que les bombardements ont été effectués "en territoire hondurien contre les troupes de l'armée sandiniste".

Le 18 mars, dans l'après-midi, le président Azcona annonce pour le jour suivant, samedi 19, de nouveaux bombardements contre le Nicaragua.

Le samedi 19, entre 8h et 8h 30 du matin a lieu le premier bombardement dans les secteurs de Mukuwas, San Andres de Bocay, Waniwas et Wayawas, à 12 km à l'intérieur des terres nicaraguayennes.

A 13h 30 a lieu le second bombardement dans la zone d'Amaka et Bocay. Ils ne font aucune victime. Pendant ce temps commence le transfert d'une partie des 3'200 marines arrivés à Palmerola vers les départements frontaliers d'Olancho et Valle.

Devant l'aggravation de la situation, le président Ortega annonce que la plainte déposée contre le Honduras devant la Cour internationale de la Haye et retirée depuis Esquipulas II pour encourager les efforts de paix sera reconduite.

Le dimanche 20, des manoeuvres belliqueuses, dénommées "Faisan Dorado" menées conjointement par les troupes honduriennes et américaines débutent à une soixantaine de kms de la frontière avec le Nicaragua. Y participent 800 parachutistes transportés à bord de Hercules C-130 et d'hélicoptères Chinook.

Le gouvernement nicaraguayen dénonce la violation de son espace aérien par trois avions honduriens de type F-5 qui ont survolé Puerto Cabezas dans l'Atlantique nord.

Le lundi 21 mars, un porte-parole des forces armées honduriennes déclare: "L'infanterie hondurienne est arrivée jusqu'à la frontière nicaraguayenne (Bocay) sans rencontrer de résistance". Et d'ajouter "apparemment l'armée sandiniste a mis fin à l'occupation militaire de notre territoire".

Le mercredi 23 mars, une délégation de l'ONU arrive au Nicaragua, à la demande du gouvernement de Managua, pour aller vérifier in situ la situation frontalière, côté nicaraguayen seulement, car le président hondurien a refusé que l'inspection ait lieu de son côté de la frontière.

SAPOA: CE QUE LA GRANDE PRESSE N'A PAS DIT

par Norma Cuadra.

Managua, (ANN). Le peuple nicaraguayen et son avant-garde, dont l'histoire est marquée par un sentiment profond de dignité nationale et de courage, a démontré une fois de plus qu'il est "implacable dans le combat et généreux dans la victoire".

Comment expliquer autrement que malgré 21'454 morts, 13'264 blessés et 8'572 séquestrés, c'est-à-dire un total de 43'290 victimes civiles, malgré plus de 50'000 victimes si l'on compte les combattants de l'armée populaire sandiniste, en sept années d'agression, plus de 100'000 Nicaraguayens se sont déployés le long des 147 km de la Panaméricaine qui mène à Sapoa, effectuant une veillée pour la paix dans la nuit de dimanche à lundi, jusqu'au passage, au petit matin, de la délégation qui allait négocier le cessez-le-feu ? Cette veillée de soutien absolu à la délégation du gouvernement a été revendiquée par la population comme la continuation de l'opération "Danto", qui a infligé une défaite à la Contra dans le nord du pays. "Maintenant, nous sommes mobilisés contre la présence des Yankees au Honduras " a déclaré à l'ANN un habitant de Monimbo, quartier combatif de Masaya.

La petite localité de Sapoa, théâtre de la première série de conversations sur le territoire nicaraguayen entre la Contra et les Sandinistes, était totalement inconnue des journalistes et des visiteurs étrangers. Pourtant, dans l'histoire récente du Nicaragua, plusieurs attaques contre-révolutionnaires avaient troublé, en 1984 et 1985, la tranquillité de ses rares habitants. C'est là qu'est arrivée, accompagnée de son peuple, la délégation nicaraguayenne, composée du ministre de la défense, le général Humberto Ortega, de fonctionnaires nicaraguayens, de l'avocat américain Paul Reichler, qui a plaidé la cause du Nicaragua contre les Etats-Unis devant le tribunal de la Haye et du dirigeant social-démocrate de la RFA, Hans Jurgen Wischnewski.

Quand le rideau est retombé à Sapoa, s'est terminée une longue - et quelque peu surréaliste - étape de la vie politique du pays.

Agresseurs et agressés, armée pro-américaine et armée du peuple, assises à la même table, ont concerté un cessez-le-feu. Cela n'empêche pas que les blessures du peuple nicaraguayen, malgré tout, restent ouvertes. Un journaliste nicaraguayen, au passage de la délégation contra, s'est montré tellement virulent que les services de sécurité nicaraguayens ont été obligés de le contrôler. Quand, ayant retrouvé son calme, il a été questionné par ses collègues à propos de sa réaction. Il a répondu: "Mes trois fils sont morts assassinés par la Contra".

Les Nicaraguayens connaissent bien le sens des propos de Carlos Fonseca "Le coeur chaud et la tête froide". La paix signifie la possibilité de reconstruire la patrie, la paix signifie que l'énergie du peuple va pouvoir servir à vaincre le sous-développement hérité de siècles d'interventions et d'ingérences. Après sept ans de guerre, l'histoire a démontré que le peuple nicaraguayen sait et peut se défendre et lutter pour ses conquêtes, le présent prouve que la révolution populaire sandiniste sait et peut aussi lutter pour la paix.

SAPOA: UNE GRANDE CHANCE POUR LA PAIX

par Arqueles Morales.

Managua (ANN) Le 23 mars passera-t-il dans les annales de l'histoire nicaraguayenne et centraméricaine ? Sur le coup de minuit, dans le village de Sapoa, à 147 km au sud de Managua, le gouvernement nicaraguayen et les dirigeants de la contre-révolution ont signé un accord qui jette les bases d'une paix graduelle dans le pays.

A l'encontre des pronostics de beaucoup et en dépit de la prédiction d'un échec par l'Administration Reagan, le document signé est, de l'avis des observateurs, une preuve de ce que des négociations peuvent apporter quand existe un intérêt pour une concertation, le cessez-le-feu étant le passage obligé pour un retour à la normalisation.

Fondamentalement, le document signé programme le déplacement des forces contras vers des zones que fixeront les deux parties dans une réunion qui commencera le 28 mars. Puis elles déposeront progressivement les armes avant de se réintégrer à la vie politique et civique nationale. Bien qu'il soit spécifié que la trêve transitoire entrera dans les faits le 1er avril, il a été convenu de prolonger le cessez-le-feu actuel (décrété le 21 mars) jusqu'au 1er avril. Le 6 avril aura lieu une réunion à haut niveau à Managua où se discutera le cessez-le-feu définitif.

En échange, les contras ont demandé et reçu l'assurance que l'amnistie entrera en vigueur dès la semaine prochaine (semaine sainte) pour un premier quota des prisonniers condamnés pour avoir attenté à la sécurité de l'Etat et qu'elle se poursuivra de manière échelonnée. (Selon un rapport rendu fin février 88 par la Croix Rouge internationale, leur nombre est de 1'532). Quant aux ex-gardes du régime d'Anastasio Somoza au nombre de 1'822 toujours selon la Croix Rouge internationale qui purgent des peines allant jusqu'à 30 ans de prison, ils seront libérés une fois que les contre-révolutionnaires auront définitivement déposé les armes.

A la différence des exigences de R. Reagan, qui veut continuer à fournir une aide militaire sous le couvert d'une aide non létale, les accords de Sapoa stipulent une aide

vestimentaire, alimentaire et médicale que seuls des organismes internationaux, probablement la Croix Rouge internationale, pourront acheminer vers les dites zones aux rebelles désarmés.

Sur le plan politique, les contras ont réussi à faire passer plusieurs de leurs exigences: ainsi en va-t-il de la révision du service militaire patriotique, de la liberté de la presse, mais le cadre de cette discussion, qui inclut une réforme constitutionnelle, est clairement prescrit dans le document. Elle ne pourra se faire que dans le dialogue national qui se déroule actuellement entre le gouvernement et 15 partis d'opposition. Une fois que les contras se seront concentrés dans les zones à fixer, ils pourront participer au dialogue national, jusqu'à concurrence de 8 formations maximum pour prendre en compte les différents courants existants.

Bien évidemment, les porte-parole de la direction contre-révolutionnaire ont essayé dans les heures qui ont suivi la signature de l'accord de présenter celui-ci comme "une victoire de la Résistance nicaraguayenne". Ainsi l'a annoncé Alfredo Cesar, tandis qu'Adolfo Calero parlait "d'un pas positif vers la démocratisation".

Le président Ortega, arrivé pour assister à la lecture et signature du document, a souligné que l'accord est une conséquence de la force de la révolution populaire sandiniste, disant "notre peuple se lève aujourd'hui fier de défendre l'intégrité de la patrie, l'autodétermination, l'indépendance, la liberté, la justice, la démocratie et la paix". Le chef des armées, Humberto Ortega, signataire de l'accord de la part du gouvernement du Nicaragua, exprimait à ce propos "la révolution sort renforcée. Tout comme nous sommes capables de combattre les armes à la main et de vaincre, nous savons aussi faire preuve de responsabilité dans les conversations pour obtenir la paix".

Le président a posé la question de savoir si, à partir de la signature de l'accord, le gouvernement des Etats-Unis serait disposé à normaliser ses relations avec le Nicaragua et à cesser sa guerre d'agression imposée depuis plus de sept ans et ayant fait près de 50'000 victimes. Il a par ailleurs mis l'accent sur le fait qu'il reste encore beaucoup à faire avant d'assurer la paix, mais que sa mise en application est la responsabilité des Nicaraguayens.

En fait, si les contre-révolutionnaires honorent leur signature et remplissent leurs engagements, que fera R. Reagan d'ici la fin de son mandat maintenant que son projet de guerre a échoué dans sa première étape militaire, sans aucun gain stratégique mais avec abondance de sang versé ?

Il est encore bien tôt pour présager de l'avenir à quelques heures de la signature de Sapoa. On peut néanmoins affirmer avec certitude qu'Esquipulas et son esprit ont trouvé un écho concret au Nicaragua. Comme c'est le

cas depuis le début de cette guerre, et encore aujourd'hui, le dernier mot revient au gouvernement des Etats-Unis.

EL SALVADOR: LE VOTE SILENCIEUX DU PEUPLE PAR PABLO HURTADO.

par Pablo Hurtado

San Salvador (ANN). 48 heures après les élections, alors que l'alliance républicaine nationaliste (ARENA) fête dans tout le pays ce qu'elle qualifie de "victoire écrasante" sur l'autre parti de droite, le parti démocrate-chrétien du président Duarte, les observateurs étrangers présents dans la capitale sont frappés par le vote silencieux du peuple.

C'est l'expression qu'a employée Hector Oqueli, vice-président du mouvement national révolutionnaire de Guillermo Ungo, également dirigeant de la coalition FDR/FMLN, pour traduire la présence muette d'un tiers de la population, qui selon les premiers calculs, a annulé des dizaines de milliers de votes.

"C'est une manière de voter contre l'ordre établi, contre la farce électorale à laquelle n'ont pas pu participer toutes les forces" faisait observer H. Oqueli. "Disparus, escadrons de la mort, tortures, faim, misère, voilà le cadre de ces élections, voilà ce que la droite peut offrir au peuple salvadorien".

Les étudiants organisés dans l'Association générale des étudiants salvadoriens (AGEUS) pensent même que le gouvernement "s'emploiera dans les heures qui suivent à manipuler les résultats, non tant pour sauver la face d'une démocratie-chrétienne définitivement enfoncée dans les miasmes de la mort, de la destruction et de la corruption que pour éviter que le monde ne se rende compte que des dizaines de milliers d'électeurs, que l'on a obligé à voter, ont annulé leur vote comme une forme de protestation contre la situation qui règne au pays". AGEUS se réfère "aux employés de l'Etat, aux enseignants et à tous ceux dont le salaire provient des caisses du gouvernement qui avaient été menacés de perdre leur emploi s'il était vérifié qu'ils n'avaient pas rempli leur devoir d'électeur".

H. Oqueli et l'organisation d'étudiants s'accordent pour dire que "l'opinion internationale a accordé peu d'importance aux élections organisées par Napoleon Duarte, et, contrairement à ce qui s'était passé à d'autres occasions, les observateurs étrangers, pour peu nombreux qu'ils étaient, représentaient dans leur majorité l'Internationale démocrate-chrétienne".

Le tribunal électoral a, de son côté, évité de se prononcer sur le nombre approximatif de votants qui ont participé

le dimanche 20 mars aux élections municipales et législatives, mais de façon non officielle, on sait que les milieux gouvernementaux sont plutôt contrariés, car on estime qu'au moins 40 % des électeurs se sont refusés à déposer leur bulletin dans l'urne et à faire le choix entre l'ARENA de l'ex-major Roberto d'Aubuisson et le parti démocrate-chrétien de Napoleon Duarte. Des sondages faits par des quotidiens de droite, comme "El Mundo", "El Diario de Hoy" avaient annoncé un fort taux d'abstention, diagnostiquant que "la majorité des personnes interrogées ne considère pas que les partis en liste représentent leurs intérêts".

Un porte-parole du gouvernement a accusé les guerrilleros du FMLN d'être responsables d'"un relatif abstentionnisme", ce qui diffère notablement de déclarations antérieures où le président de la République en personne avait qualifié de "fanfaronnes" les menaces de la guérilla de faire échouer les élections. Ce qui est certain, c'est que 90 % du transport interurbain a été paralysé. Toujours est-il que cette présence silencieuse du peuple signifie une rude défaite pour N. Duarte et la victoire des partisans de d'Aubuisson est une victoire à la pyrrhus.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto Garcia Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

